

LES MENNONITES

Il s'est élevé quelques difficultés entre le gouvernement de Manitoba et la colonie mennonite établie dans cette province. C'est à l'occasion de la nouvelle loi municipale récemment adoptée par la législature locale. Si l'on en croit les journaux de Manitoba, les Mennonites menacent de quitter la province et de s'en aller aux Etats-Unis, si M. Norquay persiste à vouloir les soumettre à cette loi. Ils ne veulent ni du système municipal, ni de l'intervention des autorités provinciales dans leurs affaires.

On sait que les Mennonites sont un peuple à part, qui semble avoir en horreur tout contact avec les autres peuples. A Manitoba, ils vivent dans un isolement absolu, et n'ont de rapports avec leurs voisins d'origine différente que lorsque cela est absolument nécessaire. Ils demeurent dans le pays sans faire partie de la nation. Ils ignorent et veulent ignorer nos lois et notre organisation civile et politique comme notre organisation municipale. Ils ont une espèce de gouvernement et d'organisation à eux, des autorités religieuses et judiciaires particulières, auxquelles il se soumettent volontairement, bien qu'elles soient privées des moyens coercitifs pour faire exécuter leurs sentences. Tous les samedis, un tribunal civil, provenant de l'élection populaire, siège pour décider les différends. On en passe par ses décisions sans murmurer, et la force de cette coutume est telle chez ces gens, qu'il ne s'est encore produit aucun cas de résistance ou d'appel aux véritables autorités, qui sont celles de la province. L'individu qui violerait ainsi le pacte national, serait immédiatement renié et rejeté par tous les autres Mennonites. Il serait forcé de quitter la communauté, qui le repousserait de son sein.

Cette société mystérieuse est, en apparence du moins, très morale, très sage, et surtout très laborieuse, sinon industrielle. Les Mennonites sont les meilleurs agriculteurs de Manitoba. Ce sont eux qui alimentent en grande partie le marché de Winnipeg. Ils savent juste assez d'anglais pour désigner les articles et comprendre les prix, et ils ne désirent pas en savoir davantage. Leur marchandise écoulée, ils s'empressent de fuir avec leur argent.

Il n'est pas étonnant de leur hostilité contre le gouvernement local dans la circonstance présente, à propos de l'acte municipal. Ils sont opposés à une immixtion de l'étranger dans leurs affaires, sous quelque forme que ce soit. Cette répulsion, pour tout ce qui n'est pas de leur race va si loin que, d'après le dernier rapport de l'agent d'émigration à Dufferin, M. Têtu, ils aiment mieux actuellement se passer des avantages de la poste, que leur offre le gouvernement, de crainte qu'on ne leur donne pour maîtres de poste des étrangers.

Ils sont aussi venus ici, comme on le sait, avec l'intention qu'ils seront toujours exempts du service militaire. Ce serait une raison pour leur refuser les droits politiques, s'ils y prétendaient; mais il est à croire plutôt qu'ils les refuseraient si on les leur offrait. C'est une population complètement désintéressée des affaires du pays.

Maintenant, que gagneraient-ils à traverser la frontière, pour échapper aux avances de la population manitobaine qui voudraient fraterniser avec eux et les tirer de leur isolement? Absolument rien. Au contraire, il leur faudrait entrer aux Etats-Unis sans conditions et renoncer aux privilèges qui leur sont garantis ici. Le gouvernement, qui les a fait venir à grands frais de la Russie, y perdrait moins qu'eux, au fond. Cela ne doit pas l'empêcher, cependant, de considérer leur affaire, et de voir s'il n'y a pas lieu pour lui d'intervenir présentement entre eux et les autorités locales.

A. GÉLINAS.

—On mande de Berlin que le gouvernement allemand insistera, dans la conclusion des traités d'extradition avec les nations étrangères, pour faire comprendre les régicides dans la catégorie des criminels soumis à l'expulsion et à l'extradition.

ÉCHOS

Il est bruit d'une alliance prochaine entre la Russie et l'Angleterre. Le changement de ministère a jeté quelque confusion dans la diplomatie européenne. Le télégraphe donne comme un signe évident de la réconciliation anglo-russe le fait qu'on se prépare à jouer *Pinafore* à Saint-Petersbourg, avec une actrice moscovite dans le premier rôle. M. Gladstone est porté aux nues par les courtisans du czar.

* *

La session s'est terminée paisiblement la semaine dernière. Il y eût encore quelques votes dans les derniers jours, mais toujours avec le même résultat. Les partis n'ont pas varié d'une voix pendant ces trois mois.

La prorogation a eu lieu vendredi avec les cérémonies accoutumées.

Les regards vont se tourner maintenant vers la scène locale, où les feux de la rampe ne tarderont pas à s'allumer pour la représentation provinciale.

* *

Le comité des frontières d'Ontario a fait son rapport à la fin de la session. Il a passé condamnation sur la sentence des trois arbitres, et rejeté leur décision sans en prendre aucune lui-même. Il a fait table rase.

La question est libre de nouveau, et les parties intéressées auront tout le loisir et toutes les libertés de préparer leur cause pour le jour où l'affaire sera reprise et devra recevoir une solution définitive.

Quelques membres du comité proposent de remettre la décision à l'année prochaine, mais la majorité fut d'avis de rendre jugement sur le champ, et d'annuler tout de suite la sentence arbitrale.

* *

L'hon. M. Baby invitait à un dîner, samedi soir, quelques-uns des journalistes et littérateurs présents dans la capitale à l'occasion de la session ou résidents d'Ottawa. Le *Canada* a publié la liste des convives. C'étaient l'hon. M. Fabre, l'hon. M. Royal, M. l'abbé Tanguay, M. J. C. Taché, M. Desjardins, M. P., M. Tassé, M. P., MM. DeCelles, Poirier, Tardivel, Griffin (du *Mail*), Creighton (de la *Gazette*), Benjamin Sulte, Désilets, Gélinas.

C'était une réunion de gens de lettres, présidée par un ami et protecteur des lettres. La soirée fut des plus charmantes. C'était la seconde réunion de ce genre depuis le commencement de la session; la première avait eu lieu au banquet de M. DeCelles.

* *

D'après les journaux anglais, lord Beaconsfield, rejeté dans la vie privée, aurait pris très froidement son malheur. Il est parfaitement calme et pas du tout attristé. On le voit passer tous les jours dans les rues de Londres, aussi dispos et aussi gai que d'habitude. Il a même l'air confiant. Prévoit-il quelque retour prochain de fortune? Peut-être. Mais ses principes de vie bien connus suffisent pour expliquer son attitude présente, sans qu'il y ait rien à l'horizon qui puisse motiver sa confiance. C'est Disraeli qui a dit: l'imprévu arrive toujours. Ce politicien fantaisiste qui s'est fait un jeu de mêler le romanesque au sérieux dans toute sa carrière, qui a tracé d'avance dans un roman célèbre toute l'histoire de sa vie, et qui a réalisé ses prédictions, peut bien encore compter sur son étoile présentement et croire que l'éclipse actuelle ne durera pas longtemps, tout en ignorant comment elle finira et qui viendra y mettre fin.

* *

Le *Canadien* a eu, pendant une partie de la session, à Ottawa, un correspondant particulièrement grincheux, qui n'était autre que M. Tardivel. M. Tardivel est en politique comme en littérature, brouillon, querelleur, injuste. Il se tient toujours, dans ses écrits, sur la limite de l'argument brutal et il la franchit souvent.

Dans l'une de ses dernières lettres de

la capitale, publiée en entier dans le *Cultivateur* et partiellement dans le *Canadien*, il fit une sortie contre le service de la bibliothèque et contre toute la députation parce qu'il lui est arrivé de trouver les portes closes un soir qu'il allait consulter son ami Bescherelle. La Chambre, qui a la bonté de permettre aux visiteurs en tout temps l'entrée de la bibliothèque, avait voulu s'en réserver l'accès exclusif deux soirs par semaine pendant la session. Ce fut l'un de ces soirs que le critique vint se heurter à la défense, affichée sur la porte du sanctuaire des sciences. Il fut pris aussitôt d'une grande indignation. C'est pour se venger de ce désappointement qu'il a insulté toute la députation dans sa correspondance parlementaire, en disant que les membres, à quelque exception près, passaient le temps de la session non pas à la bibliothèque, mais à la tabagie ou à la buvette. Cet outrage gratuit, qu'il n'est pas besoin de relever, donne la mesure de l'écrivain qui l'a lancé.

* *

Le *Canadien* publie une correspondance où le plan d'Académie canadienne imaginé par M. Tardivel est formellement condamné. Nous en extrayons le passage suivant :

Le but est fort louable en soi, mais est-ce possible d'y arriver? J'en doute. Je me demande si l'accord pourra durer, (en supposant qu'il s'établisse) entre messieurs Tardivel et Gélinas, ou entre M. J.-O. Fontaine, mort et enterré, littérairement parlant, et M. Joseph Marmette, son exécuteur. Ou bien entre M. Tardivel et M. le Dr. Dick, ou Faucher de Saint-Maurice.

Je ne voudrais pas décourager ceux qui ont entrepris d'épurer notre langue mais il me semble que l'on oublie trop la parole du correspondant du *Canada*, *Un passant*, lorsqu'il dit que ce ne sont pas les dictionnaires qui font la langue mais que c'est la langue qui fait les dictionnaires. Et la preuve c'est que les dictionnaires, à chaque édition, sont modifiés de manière à comprendre les mots ou les expressions nouvelles. Je suis contre les anglicismes, les barbarismes, et tous les *ismes* inacceptables, mais d'une académie je n'en vois pas la nécessité, car on ferait ici comme en France, on passerait outre. M. Louis Veillot n'a jamais paru, il pâli à étudier le dictionnaire de l'Académie et cela ne l'empêche pas d'être l'homme qui connaît le mieux la langue française.

D'ailleurs on réussirait difficilement à faire en sorte que chacun des *vingt* ou des *cinquante*, ne prétende faire école dans son laboratoire, si nous en jugeons par les récentes polémiques à propos des mots *orateur* et *écuyer*.

Le correspondant a raison, lorsqu'il parle de l'inutilité de l'institution projetée, et de l'impossibilité d'avoir une discussion convenable avec des académiciens et des critiques de la trempe de M. Tardivel. Mais il aurait pu ajouter une chose, savoir que l'idée même de la fondation d'une académie en Canada frise l'absurde. La langue est une, et le seul moyen de lui faire accepter les néologismes que nous pouvons créer, c'est de les faire agréer par l'Académie française, qui ne saurait avoir de rivale ni se dédoubler. D'ailleurs, M. Tardivel reconnaît sans doute lui-même aujourd'hui qu'il a *fait un four*, bien qu'on lui prête l'idée de vouloir associer le 24 juin quelque convention à son plan et à son ridicule.

A. GÉLINAS.

CANTATRICE CANADIENNE

On lit dans le *Canadien* de Saint-Paul :

Le *Every Saturday* publié à Détroit, Michigan, parle dans les termes les plus élogieux d'une cantatrice canadienne bien connue à Montréal, Mlle Joly. Un incident, généralement ignoré du public, en fournit l'occasion. Profitant de son passage à Détroit, Mlle Emma Abbott avait voulu l'entendre, et l'impression qu'elle en garda fut telle qu'elle ne crut pouvoir la marquer autrement que par un gage durable. A cette fin, elle remit à la cantatrice sa photographie, sur le revers de laquelle elle écrivit les lignes suivantes :

A ma bien chère amie, Mlle Joly. Avec les vœux les plus sincères que fait pour son succès, celle qui est pleine d'admiration pour la sympathie et la douceur de sa voix en même temps que pour le goût artistique de son chant.

(Signé)

EMMA ABBOTT.

LA POLITIQUE AMÉRICAINE A L'ÉGARD DU CANADA

Le secrétaire de la ligue industrielle des Etats-Unis, M. Wharton Barker, vient de publier une deuxième lettre au sujet des relations commerciales désirées entre le Canada et les Etats-Unis.

M. Barker s'est prononcé tout entier pour une union commerciale. "Une telle union, a-t-il dit, créerait une liberté absolue dans les relations commerciales. Elle serait basée sur un tarif commun, qui serait mis en force sur les côtes seulement. Les revenus des douanes seraient divisés entre les deux pays en proportion de la population ou d'après quelque autre base juste."

On soumettra bientôt au Congrès un bill demandant qu'une commission soit nommée pour étudier la question d'un traité de réciprocité et d'une union commerciale complète avec le Canada.

Pendant que ces projets d'union s'agitent, la législature d'Albany passe un bill imposant une taxe considérable sur les capitaux étrangers engagés dans les banques de cet Etat. Cette loi affecte un bon nombre de nos capitalistes qui ont une dizaine de millions de piastres dans les banques américaines. Si elle avait pour effet de forcer ces capitalistes à mettre leurs capitaux dans l'industrie, ce serait mieux. Le Congrès est aussi saisi d'un projet de loi prohibant le transport sous scellé des marchandises en transit d'un point à un autre des Etats-Unis par la voie des chemins de fer canadiens, et frappant d'un droit de 30 % les marchandises de cette provenance entrant aux Etats-Unis par voie ferrée.

LA BAGARRE À QUÉBEC

Nous lisons dans le *Nouvelliste* de Québec du 4 courant :

Le steamer *Québec*, de la ligne Dominion, arrivait hier à 10.30 a.m., dans notre port. Par une convention expresse, le chargement et le déchargement des vaisseaux de cette ligne avaient été confiés à M. Lachance, président de "l'Union Canadienne." En vertu de cette convention, quarante à cinquante ouvriers canadiens descendaient hier après-midi, vers 3 heures, sur le quai Saint-André, et se disposaient à prendre passage à bord des chaloupes pour se faire transporter au steamer.

Ils en furent empêchés. Quatre à cinq cents Irlandais stationnés sur le quai les retinrent. Il s'ensuivit une bagarre dans laquelle on déchargea des armes. Les travailleurs, beaucoup plus faibles en nombre, firent cependant bonne contenance aux assaillants. Quelques-uns étant allés se loger dans les hangars de farine de MM. Archer & Leduc, quelques balles vinrent les atteindre. D'autres furent brutalement battus. Sans la présence de la police, il est possible que cette bagarre eût eu des suites plus funestes. Les hommes de police ont payé généreusement de leur personne et ont conduit à la station plusieurs assaillants. La police mérite nos félicitations pour sa conduite dans cette affaire, et nous trouvons bien mesquins ceux qui hésitent à payer leur dévouement une piastre par jour.

Aussitôt que la bagarre eût éclaté, le steamer *Québec*, agissant d'après des instructions reçues de Montréal, leva l'ancre et partit pour Montréal où s'opéra le déchargement.

Un autre steamer, le *Lake Winnipeg*, dont le déchargement devait se faire à Québec, est parti pour Montréal, après la bagarre.

Nous regrettons amèrement cette bagarre. Elle nous fait appréhender bien d'autres malheurs.

L'hon. George Brown est mort, samedi dernier, des suites de la blessure qu'il a reçue, il y a quelques semaines. Le parti libéral est dans le deuil et toute la presse sans distinction de partis fait l'éloge des vertus et des talents du défunt.

M. Brown était âgé de soixante-deux ans.